

30 % des enfants belges vivent dans la pauvreté

Trois sur dix. C'est le nombre d'enfants qui vivent dans une famille « pauvre » selon l'enquête de Solidararis. D'après l'Unicef, cela fait de la Belgique, un des pays qui a « *un des taux de pauvreté infantile les plus élevés d'Europe* ». Au-delà de ce chiffre interpellant, cette réalité se matérialise dans la vie de tous les jours. Toujours selon l'enquête des mutualités socialistes, 23 % des parents assurent ainsi ne pas pouvoir bou-

cler leur budget sans être à découvert ou craignent clairement de basculer dans la précarité.

Cela impacte aussi fortement les conditions de vie, le capital social et culturel des enfants. Par exemple, dans les familles socialement défavorisées, les parents sont presque deux fois plus nombreux à garder eux-mêmes leurs bambins. Or, assure Solidararis, une socialisation précoce constitue un atout pour l'avenir.

Même quand ils parviennent à mettre leurs enfants à la crèche, les parents ressentent une forme de condescendance de la part du personnel.

Mais comment définir la pauvreté ? Solidararis s'est basée sur une étude de la Fondation Roi Baudouin réalisée en 2014. En Belgique, le seuil est fixé à 2.100 euros net/mois pour un couple avec deux enfants et à 1.600 euros net/mois pour une famille monoparentale avec deux enfants. ■

30 % des enfants vivent la pauvreté

Un des taux de précarité infantile les plus élevés d'Europe. Avec de lourdes conséquences socioculturelles.

Loin de l'image de bambins couverts de marques de la tête aux pieds, fréquentant les meilleures crèches, se nourrissant de petits pots bios... Loin de cette vision idéalisante de la petite enfance, il y a... le quart-monde. Voire le tiers-monde... Explications.

30 % Un taux de pauvreté infantile élevé. En Belgique francophone, 30 enfants sur 100 vivent dans une famille « pauvre », assure Solidararis au terme de son enquête. La notion de pauvreté s'objective au départ d'une recherche de la Fondation Roi Baudouin : en Belgique, en 2014, le seuil est fixé à 2.100 euros net/mois pour un couple avec deux enfants et à 1.600 euros net/mois pour une famille monoparentale avec deux enfants. On sait donc que 30 % des jeunes enfants vivent aujourd'hui dans des familles proches de la précarité, ce qui en fait selon l'Unicef « *un des taux de pauvreté infantile les plus élevés d'Europe* ». On sait aussi que 23 % des parents assurent ne pas pouvoir boucler leur budget sans être à découvert ou craignent clairement de basculer dans la précarité. Parmi eux, les trois quarts sont issus d'une famille pauvre au sens comptable du terme.

48 % Un parent pauvre sur deux est peu diplômé. La pauvreté, souligne Solidararis, n'est pas qu'une question de revenus, elle forme « *un écosystème, un ghetto d'exclusion sociale* », où la précarité est à la fois la cause et le symptôme de la déshérence sociale. La pauvreté par exemple est intimement liée au niveau d'instruction : pour la moitié des parents classés parmi les familles démunies (48 %), le diplôme le plus élevé est celui du secondaire inférieur ou de

l'école primaire. Par ailleurs, plus de deux tiers (68 %) de ces parents ont connu une ou plusieurs périodes de chômage au cours de leur vie tandis qu'au moment de l'enquête, dans une famille pauvre sur quatre, les deux membres étaient sans emploi. Surtout, ils sont près de quatre sur dix à avoir connu un chômage cumulé supérieur à un an « *ce qui est le signe d'une pauvreté persistante* ». Le poste logement confirme la situation : alors que sur l'ensemble des personnes sondées près de 60 % sont propriétaires de leur maison ou appartement, parmi les familles pauvres ils ne sont plus que 23 %, ces dernières pointent au passage la piètre qualité de leur logis. Elles sont en outre deux fois plus nombreuses à constituer une famille monoparentale (15 % versus 7 % dans l'échantillon total). Solidararis résume : « *Une des racines de la pauvreté réside d'abord dans la faiblesse des niveaux d'instruction qui donne lieu ensuite à un manque d'emploi stable ou à un emploi faiblement rémunéré ce qui fait du travailleur, un travailleur pauvre.* »

78 % Les familles défavorisées gardent leurs enfants. La pauvreté de ces ménages est certes monétaire mais elle entraîne de lourdes conséquences sur les conditions de vie, le capital social, le capital culturel, et ce dès le plus jeune âge. L'enquête constate également que l'âge de la mère dans les familles en difficulté est plus précoce : « *Les femmes ayant un faible niveau d'instruction vont davantage choisir une "carrière familiale" avec tous les aléas que cela comporte pour elles dans l'avenir* », constate Solidararis. La mutuelle pointe aussi un processus de reproduction de la situation sociale : environ la moitié des familles pauvres craignent de ne pouvoir payer des

études à leurs enfants, de ne pouvoir leur offrir des conditions de vie décentes, de ne pouvoir leur donner demain un coup de pouce financier... En fait, pour Solidararis, tout commencerait dès le choix d'un lieu de garde pour l'enfant. Dans les familles socialement défavorisées, les parents sont presque deux fois plus nombreux à garder eux-mêmes leurs bambins. Or, assure Solidararis, une socialisation précoce constitue un atout pour l'avenir. « *Trouvant une justification forte et un sens à leur vie en s'occupant de leurs enfants, ils ont tendance à rejeter le plus possible les moyens de socialisation plus collectifs, creusant par là un handicap pour les suites éducatives* », dit Marie-Thérèse Casman, sociologue de la famille à l'ULG.

38 % Condescendance. La difficulté des familles précaires ne s'arrête pas à la porte de la crèche. Quand elles choisissent malgré tout d'y mettre leurs bambins, elles constatent d'abord combien la mixité sociale est peu importante. Elles pointent aussi la condescendance du personnel : près de quatre mamans ou papas sur dix estiment que « *les puéricultrices leur font sentir qu'elles savent bien mieux que les parents ce qu'il faut faire* ». Marie-Thérèse Casman pointe les dégâts potentiels de ces relations difficiles : « *Dans certains milieux d'accueil, travailler en instaurant un dialogue avec les familles n'est pas toujours possible, vu l'écart culturel et social important entre le milieu d'accueil et les familles. Néanmoins, les familles précaires peuvent alors se sentir disqualifiées et ressentir encore plus leur rupture sociale et économique.* » Ou comment entretenir le processus de reproduction de la précarité. ■

ÉRIC BURGRAFF

Pierre Bouillon

LE BILLET**LE SEL
DE LA VIE**

Les êtres humains font des petits (c'est connu). Il reste à savoir pourquoi. Solidaris a donc posé la question aux sondés : pourquoi avez-vous fait un (des) enfant(s) ? Il faut bien constater ici que la nécessité d'assurer la pérennité du genre humain n'est pas dans nos préoccupations.

A peine 11 % des sondées et 17 % des sondés évoquent le souci d'assurer la survie de leur famille, de leur nom ou de leur histoire. Non : la motivation première (57 % chez les femmes, 49 % chez les hommes), c'est l'envie de rendre sa « *vie plus belle et plus joyeuse* ».

C'est à ce stade qu'il faut se rappeler que les sondés sont des parents d'enfants de 0 à 3 ans.

C'est-à-dire que ces naïfs ignorent encore tout de ce qui les attend.

Ce qui les attend, c'est l'école, les bulletins pas beaux, les frais scolaires (sidérants), les fringues qui rétrécissent trop vite, les périodes d'examen (flippantes pour les parents : toujours).

Ce sont aussi les grandes joies de l'adolescence (gardez vos nerfs...), les séances de surplace dans l'enseignement supérieur (« *Bon, j'abandonne la philo, je commence médecine...* ») ou les grands qui ne rentrent plus totalement d'équerre quand ils sortent le soir.

Et beaucoup d'autres choses encore.

Il y a pas à tourner : les enfants, c'est le sel de l'existence.

Mais le bonheur, c'est comme tout le reste : ça se paie.

Gardez vos nerfs.

**SÉRIE
4/4****Comment vont
les parents
des jeunes enfants ?**

Après l'innocence de l'enfance, après l'insouciance de l'adolescence, l'âge adulte s'invite dans le cycle de la vie. Avec souvent, en corollaire, le bonheur d'être parent. Le bonheur ? Pour nombre de jeunes pères ou mères, l'expression charrie son lot d'incertitudes, de mal-être, de questionnements, de problèmes simplement existentiels ou dramatiquement matériels... Notamment parce que la famille aujourd'hui n'a pas plus rien à voir avec le « modèle » né dans les années post-Seconde Guerre mondiale.

Pour comprendre les enjeux, pour mettre des chiffres puis des mots sur les récentes évolutions familiales, Solidaris - RTL-Info et *Le Soir* ont mené l'enquête auprès de 793 parents d'enfants de zéro à trois ans. Ils livrent leur sentiment sur leur place et leur rôle dans une institution familiale en pleine métamorphose.

- Vendredi 19 février :

Et la famille devint plurielle

- Samedi 20 février :

Famille et travail

- Lundi 22 février :

Les inégalités père-mère

- Aujourd'hui :

Eduquer dans la précarité

social Une crèche pour aider les mamans à s'émanciper

REPORTAGE

Sur la porte vitrée menant aux pièces de jeux, « Bonjour » est écrit dans la langue des petits : arabe, russe, portugais, bas-sa, peul, rif et lingala. Les informations pratiques à l'attention des parents sont, elles, accompagnées de schémas ou de dessins. À la crèche L'Arbre à Papillons, on a fait souvent appel à l'ingéniosité ou à toute forme de langage universel pour se faire comprendre des enfants... et de leurs parents.

Implantée place Lemmens, au cœur d'Anderlecht, cette crèche est la seule de la commune à pratiquer le multi-accueil dans le but de favoriser la réinsertion socioprofessionnelle des mamans. À quelques exceptions près, il s'agit de primo-arrivantes ou de

femmes résidant en Belgique depuis quelques années déjà mais qui ne peuvent compter sur leur entourage pour garder leurs enfants en bas âge. La moitié des places disponibles à L'Arbre à Papillons (18 temps pleins) leur sont réservées. Tout cela pour permettre à ces mamans à pleintemps de se libérer pour trouver

un emploi, se former, apprendre le français, ou encore accomplir toute autre activité en ayant les bras libres et l'esprit tranquille. Pour celles qui ont dépassé le processus de familiarisation (soit la période d'adaptation avant l'entrée définitive de l'enfant en crèche), un coup de fil quelques jours plus tôt ou le matin même pour s'assurer que la crèche n'affiche pas complet et bébé est le bienvenu. Pour une journée ou juste pour quelques heures.

Une flexibilité qui fait office d'exception dans le secteur de l'accueil des 0-3 ans à Bruxelles. Elle permet de dépanner les mères dont la situation est en train d'évoluer et qui cherchent une solution d'urgence ou de transition. « Certaines mères ne sont pas au courant qu'à

Bruxelles, il faut s'y prendre longtemps à l'avance pour réserver une place en crèche. Et elles se retrouvent prises au dépourvu », explique Roxane Vanhamme. Lorsque nous demandons à cette assistante sociale, co-responsable de L'Arbre à Papillons, si la demande est forte dans le quar-

tier, elle plante sa farde d'inscriptions devant nos yeux pour nous en montrer l'épaisseur. « Je dirais qu'on a bien 300 familles en attente, là... »

Mais contrairement aux apparences, toutes ces femmes qui souhaitent que leurs marmots intègrent L'Arbre à Papillons, ne cherchent pas activement à se

former ou à trouver un job. Certaines s'adressent à la crèche à contrecoeur.

« Beaucoup de parents se sentent obligés de mettre leurs enfants à la crèche alors que, culturellement, ce n'est pas dans leur fonctionnement. Ils le font car ils craignent qu'on ne leur reproche

et qu'au final, ils ne perdent leurs droits ou leurs allocations de chômage. Les mamans qui se trouvent dans ce cas de figure sont d'ailleurs souvent plus stressées, relève à son tour Sylvie Van Steenpaal, infirmière à la crèche. Et cherchent parfois inconsciemment à provoquer l'échec de l'expérience en crèche pour justifier la nécessité de garder elles-mêmes leurs enfants. »

Parfois aussi, ce sont les pères

qui font de la résistance. Ceux qui voient l'émancipation de leur épouse d'un mauvais œil. Dans ces cas-là, expliquent l'infirmière et l'assistante sociale, puiser dans les allocations familiales reste le seul moyen pour la maman de financer le forfait journalier. Heureusement, le tarif minimal n'est que de 2,41 euros la journée.

Mais pour les budgets très très serrés, c'est déjà beaucoup. « S'il y a blocage de la part du père, j'essaie d'aller à sa rencontre, confie Roxane Vanhamme. Parfois ça marche. Parfois pas... » Autant de situations complexes auxquelles est confronté le personnel de L'Arbre à Papillons. Depuis 2012, la crèche a permis à des dizaines de mères de mettre toutes les chances de leurs côtés pour s'insérer ou se réinsérer dans le milieu socio-professionnel. « L'important pour nous en tout cas, précise Sylvie Van Steenpaal, c'est que la maman puisse trouver le temps de développer quelque chose, d'entrevoir que d'autres choses sont possibles que de toujours rester à la maison. » ■

LUDIVINE PONCIAU